

Pour la reprise de l'initiative ouvrière

Le tract que nous publions ci-après est le fruit d'un travail mené en commun avec des camarades extérieurs à notre organisation. Ceux-ci s'étaient, durant la grève d'octobre '93, manifestés par une série de tracts édités sous la signature des *Mutins du Bounty*. La convergence de nos positions, quant à l'analyse de la lutte et au rôle des révolutionnaires en son sein, s'est faite sur le terrain. Elle nous a conduits, dans un premier temps, à joindre nos efforts aux leurs afin de centraliser l'activité en direction des salariés d'**Air France** et donc d'accroître -dans la mesure de nos très faibles forces- l'efficacité de l'intervention révolutionnaire.

Ce *Comité pour la Reprise de l'Initiative Ouvrière* n'est pas une création ex nihilo de notre organisation s'abritant derrière un comité «écran» afin de «racketter» en paix. *Mouvement Communiste* est d'ailleurs intervenu aux portes des ateliers à visage découvert et à de multiples reprises après la grève, et a édité une brochure d'analyse de la lutte et de ses fondements objectifs. La rencontre avec les camarades des *Mutins du Bounty* s'est opérée sur cette base exclusive. Elle nous a permis tout d'abord, notamment grâce à des éléments présents au sein de l'entreprise, de diffuser notre matériel et d'échanger des informations utiles. Cette intervention commune se situe donc dans le prolongement naturel, dans le droit fil du travail accompli depuis plusieurs années en direction de la classe ouvrière lors des grèves à Peugeot, à Renault, à Chausson et en Belgique notamment.

Que nous nous retrouvions aujourd'hui avec des éléments partageant l'essentiel de nos préoccupations et de nos conceptions en matière de luttes défensives (ce qui n'empêche pas les divergences dans d'autres domaines), dans le cadre d'une structure à la fois plus vaste, plus ouverte et plus circonstanciée que notre mouvement, ne peut que nous inciter à persévérer, à l'heure où la voix des communistes est dramatiquement absente en milieu ouvrier. Cependant, il est évident que des structures de ce type ne peuvent aucunement remplacer, simuler ou se substituer à l'organisation politique communiste. Leur finalité s'arrime solidement à leur raison d'être primordiale : exprimer, concentrer et démultiplier

la force ouvrière en vue du soulagement -forcément temporaire tant que le capital domine les rapports de production- du joug du salariat, camp d'entraînement indispensable à la préparation de la guerre des classes. Partant, il serait erroné de tenter de les étirer artificiellement vers des objectifs politiques plus généraux qui, a priori, leur sont extérieurs. Aussi, par la constitution de ces comités, nous ne visons pas la création in vitro de «noyaux durs» de futurs syndicats de classe. Ces derniers, comme le parti et les conseils ouvriers, ne se créent pas mais surgissent spontanément des conflits de classes majeurs. Plus modestement les organes de type «comité ouvrier» d'aujourd'hui se fixent pour tâche de rassembler les forces éparses de la lutte prolétarienne afin de les développer dans le feu de l'action.

N'étant pas des fétichistes de l'emballage et des marques, peu nous importe au fond sous quelle forme contingente s'exprime l'intervention communiste. Ce comité, d'ailleurs, n'est pas voué à disparaître avec le malheureux épilogue de la lutte d'**Air France**. Les camarades des *Mutins* et nous, souhaiterions au contraire en faire un lieu stable voué à l'écoute attentive des ferments ouvriers et, si possible, un lieu privilégié où une intervention concrète au sein des luttes pourrait s'élaborer. A nous maintenant d'en préciser plus en détail les lignes directrices, de même que de nouer des liens internationaux indispensables à la bonne conduite des affrontements classistes à venir. Cette activité globale se déploiera, bien sûr, à partir d'acquis et d'objectifs qui nous sont communs à savoir : la nécessaire participation aux luttes économiques défensives du prolétariat, en vue de la cristallisation d'un milieu ouvrier minoritaire d'avant-garde en rupture avec les organisations syndicales intégrées à l'Etat capitaliste.

Ce travail indispensable peut, d'ores et déjà, être ébauché, et ce qui a été possible à **Air France** à une échelle modeste peut et doit se répéter demain à l'occasion des luttes qui ne manqueront pas de se déclencher. Cela dit, il est nécessaire de rappeler la difficulté énorme de cette démarche qui, si elle ne veut pas se confiner à l'énonciation de quelques généralités caricaturales sur les «syndicalistes traîtres» et les vertus des «extensions miracles», devra se nourrir d'études précises des secteurs du capital individuel concernés par les conflits afin d'offrir aux prolétaires combattifs des analyses qui soient un véritable guide pour l'action et qui, par là même, fournissent à ceux-ci une intelligence claire de leur condition. La recomposition d'un authentique milieu prolétarien révolutionnaire -base et acteur indispensable du parti communiste de demain- est à ce prix.

Après l'acceptation du plan Blanc : faire le point pour reprendre l'initiative

Blanc a bien réussi son coup : le chantage orchestré depuis janvier avec l'aide du gouvernement et des médias présentant le plan comme la carte de la dernière chance, les négociations bidons du 26/27 mars où Blanc déclara qu'il organiserait un référendum s'il n'avait pas l'accord des 14 syndicats, tout cela a fonctionné. Cette politique du tout où rien était en fait soutenue par les syndicats, auxquels M. Blanc exprima, d'ailleurs, toute sa gratitude dans l'introduction de son projet pour l'entreprise.

A ma gauche, donc, C.G.T. et C.F.D.T. (nous refusons le plan et la manière dont les négociations sont menées) essayant d'être radicales tout en se gardant bien d'appeler à la moindre résistance ouvrière (depuis les matamores cédétistes se sont couchés pour obtenir un strapontin à la table des négociations) et à ma droite F.O., traumatisée par le cauchemar d'octobre, enthousiaste dans le soutien parce qu'il n'y avait pas de licenciements secs et que l'Etat promettait une subvention de 20 milliards de francs.

Jusque-là rien que de très normal : M. Blanc, en excellent commis de l'Etat capitaliste, exécute le plan pour l'application duquel il a été nommé; les syndicats de la boîte, déstabilisés par la grève d'Octobre, retrouvent leur place confortable d'interlocuteurs soumis du patron et les partis de «gôche» comme de droite embouchent les trompettes de l'unité nationale pour le sauvetage de l'entreprise.

Ce qui l'est moins, c'est le peu de réactions ouvrières, fussent-elles minoritaires, à ce matraquage idéologique dont la fonction est de masquer l'ampleur sans précédent des attaques contenues dans le plan.

**Les prolétaires ont cru, en votant massivement pour ledit plan en
avril, limiter les dégâts et sauver l'essentiel, c'est-à-dire leurs emplois
à une époque où des millions d'entre eux pointent au chômage.
Hélas il n'en est rien.**

Si M. Blanc a su habilement désamorcer la bombe de la combativité ouvrière en ne faisant appel qu'à un prétendu volontariat pour faire diminuer les coûts salariaux, il sait pertinemment que les 5000 suppressions d'emplois sont un pis-aller tout juste suffisant pour affronter les années à venir :

- ◆ déjà pour 95/96, la direction n'est pas sûre de trouver les 3000 «volontaires» au départ,
- ◆ d'après des sources internes à l'entreprise, 800 à 1000 licenciements secs seront nécessaires à la bonne exécution du plan,
- ◆ la fin du monopole de la compagnie sur les lignes aériennes intérieures et la possibilité pour les entreprises concurrentes d'ouvrir des lignes sur les parcours les plus rentables auront pour conséquence une guerre des tarifs dont la facture sera intégralement payée par les prolétaires à coup de milliers de licenciements, comme aux U.S.A. pendant les années quatre-vingts.

Cela M. Blanc le sait bien qui, dans son projet pour l'entreprise, comparait la situation du transport aérien à celle de l'automobile en oubliant de mentionner le prix payé par les ouvriers au «redressement» de ce secteur : 120000 emplois supprimés en dix ans.

D'autre part, focalisés sur les 20 milliards et l'absence supposée de licenciements secs, bon nombre de prolétaires n'ont pas vu les conséquences dramatiques pour leur condition de bien des dispositions, d'ailleurs soigneusement occultées, qui ne se manifesteront qu'à moyen terme :

- ◆ création des onze centres de profit, émiettant Air France en une série de moyennes unités concurrentes afin de maximiser les profits et de casser l'unité du personnel;
- ◆ séparation de la maintenance en deux entités, avec l'éventualité d'un recours à la sous-traitance pour certains travaux d'entretien, afin d'accentuer la division entre les qualifiés et les non-qualifiés.

Tout ce processus justifiant le cassage des Accords d'entreprise et du Statut du personnel auxquels se substitueront de nouveaux accords centre par centre, prenant compte, au nom bien sûr de la modernité et de la sainte flexibilité, des inévitables disparités en matière de productivité pour baisser les salaires ici, les augmenter là et procéder de même en matière de gestion des effectifs. Ainsi, plus d'homogénéité des conditions de rémunérations, plus de statut unique mais une myriade de contrats de travail divisant les travailleurs.

Au total en 97, les prolétaires, s'ils laissent faire, pourront constater que :

- ◆ Air France aura perdu en l'espace de cinq ans près du quart de ses effectifs; que leurs salaires auront diminué de 15%;
- ◆ que leur condition statutaire aura été irrémédiablement précarisée; le tout dans un contexte de concurrence interne exacerbée, sur fond de guerre économique mondiale entre compagnies du secteur.

Aujourd'hui, après le dévoilement des intentions de l'ennemi de classe, la balle est dans le camp des travailleurs. Le plat de lentilles de la pseudo-démocratie directe (référendum) et l'os à ronger du prétendu volontariat ne tiendront pas longtemps devant la réalité capitaliste faite de guerre inexorable aux prolétaires. Le pseudo-réalisme qui consiste à ployer l'échine en attendant le retour des jours meilleurs n'est qu'une funeste illusion que des millions d'ouvriers ont payée très cher, notamment dans les mines, les chantiers navals, la sidérurgie et l'automobile.

Le plan Blanc est pire que celui d'Attali

Aujourd'hui le capital s'attaque à la restructuration de l'industrie des transports et le plan de M. Blanc est devenu le modèle à imiter pour de multiples compagnies aériennes en Europe.

En octobre dernier, pour des millions de travailleurs en France et dans le monde, le modèle c'était la grève d'Air France.

Pour que cette expérience n'ait pas été vaine, il faut comprendre que le seul réalisme qui peut payer aujourd'hui, c'est le réalisme de la lutte, du combat intransigeant contre le capital.

COMITE POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIERE

Pour tout contact, écrire à :

Christian Fletcher 19 rue de l'Alun 91630 Marolles en Hurepoix.

La jeunesse prolétarienne a montré la voie d'une lutte générale pour la défense intransigeante du salaire

Prolétaires, camarades,

Le CIP, contre lequel par centaines de milliers les jeunes se sont levés dans tous le pays, ne constitue, hélas, qu'une étape dans les attaques ininterrompues que mène le capital, contre la jeunesse ouvrière et par là même contre l'ensemble de la classe exploitée, **depuis 15 ans.**

Ces attaques, destinées à faire baisser le coût du travail et à renforcer la concurrence entre travailleurs sur le marché du travail, sont une **nécessité impérieuse pour la bourgeoisie**, confrontée depuis vingt ans à une succession de crises cycliques de plus en plus graves. Pour y faire face, ses représentants dans l'Etat, qu'ils soient de gauche ou de droite, font payer aux ouvriers le prix de la survie d'un mode de production qui exige toujours plus de sueur et d'exploitation.

Les tartuffes de la gauche bourgeoise (PS, P«C»F, UNEF-ID, SOS RACISME) qui poussent des cris de vierges effarouchées contre le projet d'Edouard, oublient un peu vite que, pendant les quelque dix ans de leur gouvernement quasi ininterrompu, ils ont été les vecteurs des pires assauts que le prolétariat et sa jeunesse aient subi depuis l'Après-guerre.

Qui a créé les **Contrats de qualification**, d'adaptation, les TUC, les SIVP, les CES, sinon la gauche bourgeoise aux commandes de l'Etat?

***Des stages BARRE au CIP BALLADUR en passant par les
TUC, SIVP, CES MITTERAND :
15 ans de guerre économique ouverte contre la jeunesse ouvrière***

L'ensemble de ces dispositifs destinés, prétendument, à «lutter contre le chômage» (par-delà leur disparité) n'avaient et n'ont qu'un seul objectif :

offrir au patron, sous le prétexte de formation complémentaire, une main d'oeuvre payée, la plupart du temps, largement au-dessous du SMIC et exonérée de charges sociales patronales.

Voilà pourquoi, le CNPF, le parti des patrons, a lâché Balladur et a déclaré «**n'avoir pas besoin du CIP**» : la totalité des statuts du même type étant déjà présents sur le marché de l'exploitation.

Un exemple entre mille : le groupe d'assurance AXA a, cette année, recruté 250 commerciaux de niveau BAC à BAC+5 en **Contrat de qualification et d'apprentissage** à des rémunérations oscillant entre **30 et 95% du SMIC**.

Cette politique n'a, bien sûr, pas empêché le chômage de croître démesurément.

Des premiers stages BARRE en 1977 au CIP BALLADUR en 1994, on est passé de **1.017.000 à 3.185.000 chômeurs** aujourd'hui, sans compter **le million de jeunes parqués dans les stages**, les **600.000 RMIstes** et les **centaines de milliers d'hommes et de femmes à la dérive**, baptisés par la bourgeoisie et ses médias du répugnant euphémisme de SDF.

Sans compter aussi... **les millions de jeunes entassés comme du bétail dans les collèges, les LEP, les Facs**, attendant, pour la plupart, de rejoindre la cohorte des stagiaires à durée indéterminées et des chômeurs à part entière. **Scolarisation bidon** qui augmente d'année en année -**1983 : 32.2% des 16-25 ans; 1993 : 45.8%**- afin de masquer l'effrayante diminution des «véritables» emplois, et ce alors même que l'on enregistre une diminution drastique des sorties de l'enseignement sans **qualification (1980 : 832.000; 1990 : 770.000)**.

En **1983 : 44.3% des 16-25 ans avaient un «véritable» emploi; en 1993 : 29.8% de la même tranche d'âge avec en prime le développement croissant d'une proportion d'emplois en intérim en en CDD (13% du total)**.

Par-delà la lutte pour le retrait du CIP lancer un combat généralisé pour la défense du salaire ouvrier et le refus des licenciements

La suspension du CIP n'est qu'une pause avant le déclenchement de nouvelles offensives patronales.

Le capital, pour faire face à la diminution brutale durant les crises de son taux de profit moyen impulse tour à tour :

- ◆ l'augmentation de la productivité du travail humain par l'accroissement des cadences;
- ◆ le remplacement relatif des ouvriers par des machines (moins fréquent pendant les crises pour cause de chute des investissements);
- ◆ la diminution du coût du travail avec le recul simultané du salaire nominal et réel et du salaire indirect (Sécu, Assedic...).

La nature universelle de ces attaques se manifeste par le fait que **la progression du salaire ouvrier ralentit nettement depuis 1983 : dans les années '70 son taux d'augmentation moyen était, en France, de 4.3% alors que dans les années '80 il n'était que de 1.1%.**

Toutes les couches du prolétariat, de nationalité française ou étrangère, indépendamment de l'âge, du sexe ou du niveau de qualification, sont ainsi frappées, ce qui fournit amplement la base objective d'une riposte unitaire et généralisée.

**Les ouvriers d'AIR FRANCE, en Octobre dernier, ont, eux-aussi
comme les jeunes prolétaires qui aujourd'hui se battent
vaillamment contre les bandes armées du capital et les «services
d'ordre» syndicaux et staliniens, montré la voie.**

La lutte générale devra avoir pour **centre** les **USINES**, le coeur du mode de production capitaliste, et inscrire sur son drapeau :

**la défense sans concessions du salaire
un salaire décent pour les sans-emploi
le refus des licenciements
la libération des camarades incarcérés
le retour des expulsés**

MOUVEMENT COMMUNISTE

pour tout contact : écrire à A.O. 73, rue des Cévennes 75015 Paris

imprimerie spéciale

avril 1994.

